Rapport par pays 2017 pour le Luxembourg & Priorités en vue de l'élaboration du PNR

2ème réunion du dialogue social régulier

Chambre de commerce, 13 mars 2017

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Structure de la présentation

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

1. Rapport 2017 pour le Luxembourg
2. Les prochaines étapes

Semestre européen 2017: dimension nationale

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- La Commission européenne a publié en février 2017 ses nouveaux rapports par pays (documents analytiques).

- Après la publication de l'Examen annuel de la croissance en novembre 2016, fixant les priorités au niveau européen, ces rapports par pays déplacent maintenant l'attention vers la dimension nationale.

- Ces rapports par pays servent de base au dialogue au niveau communautaire entre la Commission et les États membres, et au niveau national entre les gouvernements et les parties prenantes impliquées.

A. Une situation relativement favorable au Luxembourg

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- L'analyse de la Commission constate que «*L'économie du Luxembourg a fortement rebondi depuis le début de la crise financière. (…) cette forte dynamique devrait se poursuivre en 2016 et au cours des deux années suivantes*».

- La situation **économique** & en matière d'**emploi** est relativement **favorable** :
  - Croissance du PIB: +3,8% (2016), +4,0% (2017), +3,9% (2018)
  - Croissance de l'emploi: +2,9% (2016)
  - Taux de chômage: 6,3% (2016), 6,2% (2017-2018)

- La Commission considère que les **finances publiques** du Luxembourg demeurent **globalement saines** :
  - Solde public: +1,6% (2016), +0,2% (2017), + 0,3% (2018)
  - Solde structurel: +2,2% (2016), +0,4% (2017), +0,3% (2018)
  - Dette publique: 21% (2016), 23,1% (2017), 23,5% (2018)

Le gouvernement continue donc à respecter pleinement ses objectifs fixés dans le programme gouvernemental (dette inférieure à 30% du PIB & respect OMT).



- Globalement, le Luxembourg figure à ce stade parmi les meilleurs élèves dans l'UE.

- Le Luxembourg figure parmi :

* **PSC**: les Etats-membres ne faisant pas partie des pays en procédure de déficits excessifs - le Luxembourg se situe dans le volet préventif avec un OMT en cours de dépassement.

* **PDM**: les Etats-membres ne faisant pas l'objet d'un examen approfondi (« MIP »).

Synthèse du rapport 2017 pour le Luxembourg

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Défis identifiés pour le Luxembourg

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- **Finances publiques**: Finances publiques saines et respect des dispositions du Pacte de stabilité et de croissance ; Constat d'un niveau élevé d'investissement public ; Utilisation de la marge budgétaire grâce à la réforme fiscale ; Défis au niveau des coûts de vieillissement à moyen terme (cf. recommandation par pays n°1).

- **Secteur financier**: Secteur financier sain, présentant des risques limités.

- **Diversification économique**: Nécessité d'un développement économique dans des secteurs à haute valeur ajoutée pour réduire la dépendence prononcée par rapport au secteur financier.

- **Investissement privé**: Niveau d'investissement dans les actifs incorporels inférieur à la moyenne européenne (capital humain, dépenses R&D, développement de marchés, etc).

- **Coûts salariaux**: Indexation automatique des salaires déclenchée début 2017 (intervalle > 3 ans depuis octobre 2013), la faible évolution des salaires enregistrée depuis 2013 ayant contribué à inverser la tendance à la détérioration de la compétitivité-coûts ayant marqué la dernière décennie.

- **Environnement des affaires**: Nombre limité de réformes visant à améliorer l'environnement des entreprises, mais efforts engagés pour améliorer la réactivité de l'administration et pour informatiser les formalités administratives.
- **Fonctionnement des marchés de services**: Importants obstacles réglementaires subsistant dans les services aux entreprises & niveau des restrictions supérieur à la moyenne UE pour presque toutes les professions ; Prix à la consommation et marges bénéficiaires élevés dans le commerce de détail.
- **Infrastructures de transport**: "Sous-investissement" en dépit duquel la mise à disposition d'infrastructures de transports terrestres semble être relativement élevée en comparaison avec les pays voisins.
- **Demande de logements résidentiels**: Demande de logements dépassant l'offre, notamment à cause de sous-investissements au fil des dernières décennies.

- **Marché du travail**: Résultats globalement positifs mais défis à relever pour certaines catégories de personnes (travailleurs âgés, femmes, travailleurs peu qualifiés).

- **Education**: Proportion élevée de diplômés de l'enseignement supérieur, mais forte influence de la situation socio-économique des élèves sur les résultats scolaires (inégalités élevées dans l'éducation) et fréquence élevée des redoublements.

- **Pauvreté & exclusion sociale**: Risque en hausse, restant cependant parmi les plus faibles dans l'UE ; Risque élevé pour enfants, ménages monoparentaux et personnes hors-UE ; Réduction efficace de la pauvreté au Luxembourg à travers les transferts sociaux ; Système de prélèvements et de prestations qui contribue à maintenir les inégalités de revenus à des niveaux modérés.

B. Recommandations spécifiques par pays 2016-2017

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- Le Luxembourg a reçu **deux recommandations** par le Conseil :

  1. *assurer la viabilité à long terme des systèmes de retraite publics en relevant l'âge effectif de départ à la retraite, en limitant les départs anticipés à la retraite et en renforçant les incitations à travailler plus longtemps, ainsi qu'en liant l'âge légal de départ à la retraite à l'évolution de l'espérance de vie;*
  2. *lever les obstacles à l'investissement et à l'innovation qui limitent le développement économique dans le secteur des services en entreprise; éliminer les barrières qui freinent les investissements dans l'immobilier résidentiel.*

- La Commission a maintenant dressé un état des lieux de la **mise en œuvre**: « *d'une manière générale, le Luxembourg a accompli des* ***progrès limités*** *dans la mise en œuvre des recommandations par pays de 2016* ».

- Le **PNR 2017** détaillera davantage les réponses apportées & prévues pour répondre à ces recommandations (avril 2017).

CSR 1 - viabilité à long terme des systèmes de retraite publics

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

« *Le Luxembourg n'a* ***guère progressé*** *sur le front de la viabilité des finances publiques: en particulier, si une loi concernant le reclassement des salariés atteints d'un handicap et visant à les maintenir dans l'emploi a été mise en œuvre, la loi limitant les départs anticipés à la retraite n'a toujours pas été adoptée.* ***Aucun progrès*** *n'a été enregistré en ce qui concerne l'alignement de l'âge légal de la retraite sur l'évolution de l'espérance de vie* ».

Mesures prises par le gouvernement (exemples)

- Réforme de l'assurance pension (2013) & vérification de la concordance entre hypothèses et trajectoire financière actualisée du régime (5 ans),
- Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en matière de politiques des âges (2014),
- Modernisation du Contrôle médical de la sécurité sociale (2015),
- Projet de loi portant modification du Code du travail concernant les dispositions de préretraite (2015),
- Réforme du reclassement professionnel (2016), etc.

CSR 2 - obstacles et barrières à l'investissement

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

« *Des **progrès limités** ont été accomplis dans l'élimination des obstacles à l'investissement et à l'innovation qui constituent un frein au développement économique des entreprises. **Certains progrès** sont à signaler pour ce qui est de la suppression des goulets d'étranglement qui freinent les investissements dans le logement. Quelques mesures ont été adoptées et d'autres sont prévues. Néanmoins, compte tenu de la hausse prévue de la population, les défis qui attendent les autorités luxembourgeoises restent de taille* ».

Mesures prises par le gouvernement (exemples)

- SARL simplifiée (2016), Réforme de la législation sur les pratiques commerciales déloyales (2016), Loi sur l'immigration & nouvelle catégorie de titre de séjour pour «investisseur» (2017), Modernisation de la législation sur les grandes surfaces commerciales, Etude sur les heures d'ouverture, Réflexions sur la modernisation du droit d'établissement, etc.
- Imposition au quart du taux de la plus value immobilière réalisée dans le cadre du patrimoine privé (2016-2017), *Baulückenprogramm*, Réforme du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, Elaboration d'un nouveau concept «Pacte logement», Introduction du contrat d'aménagement (*Baulandvertrag*), Modification de la législation concernant l'aménagement du territoire et mise en place des plans directeurs sectoriels (dont PSL), Loi dite « Omnibus » (2017), etc.

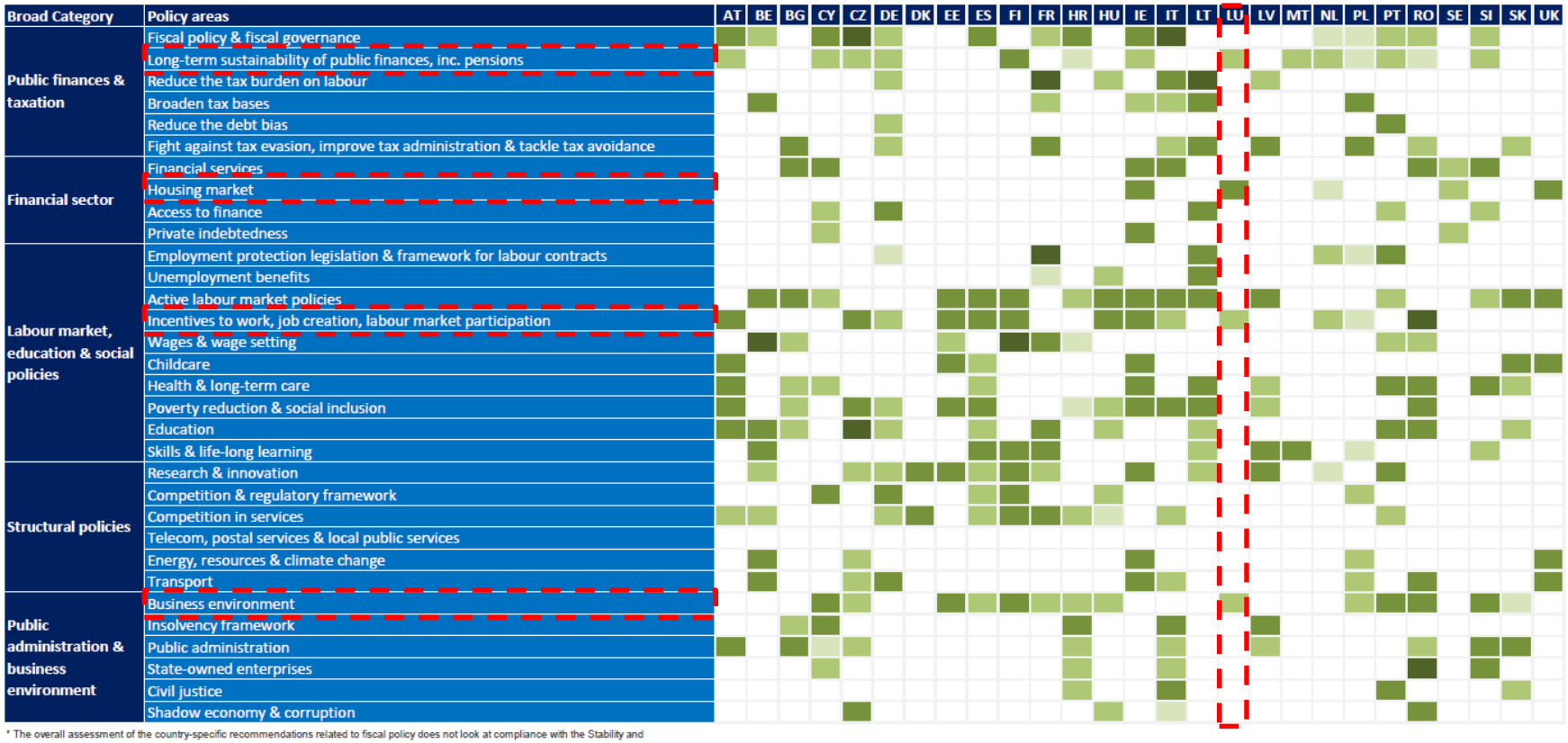
Comparaison des CSR 2016-2017 au niveau des Etats membres

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

European Commission

Winter Package - European Semester 2017

Implementation of 2016 country-specific recommendations – Assessment by CSR subparts



* The overall assessment of the country-specific recommendations related to fiscal policy does not look at compliance with the Stability and Growth Pact. This will be assessed once final data for 2016 are available andStability and Convergence Programmes have been submitted.

C. Stratégie Europe 2020 / Luxembourg 2020

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- Dans le cadre de Europe 2020, le Luxembourg a dû fixer en 2010 ses **objectifs nationaux** pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

- En ce qui concerne les progrès réalisés, la Commission européenne juge que:

  - le Luxembourg obtient de **bons résultats** dans les domaines de l'emploi, des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de la réduction du décrochage scolaire et de l'amélioration du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur.

  - le Luxembourg est encore **loin d'atteindre ses objectifs** pour les investissements dans la R&D, la diminution des émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pauvreté.

C.1 Croissance intelligente

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- les dépenses en **R&D** au Luxembourg (1,3% du PIB en 2015) sont à ce stade inférieures à son objectif national 2020 (2,3-2,6%) et aussi en-dessous de la moyenne UE (2%).

- le taux de **décrochage scolaire** se situe avec 6,5% (2016, p) en-dessous de l'objectif national (10%), et les performances sont meilleures que la moyenne UE (10,8%).

- le taux de **diplômés de l'enseignement supérieur** se situe avec 54,1% (2016, p) sur la tendance pour atteindre l'objectif national très ambitieux de 66%, et au-dessus de la moyenne UE (39%).

C.2 Croissance durable

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- les **émissions de gaz à effet de serre** (hors SEQE) sont projetées diminuer de -15% entre 2005-2020 au Luxembourg, et l'objectif national de -20% ne serait pas atteint (écart de 5pp).

- la part de l'**énergie renouvelables** est avec 5% (2015) proche de sa trajectoire indicative, le déploiement dans tous les secteurs devant être assuré pour atteindre l'objectif national 2020 (11%).

- des bons progrès sont réalisés pour l'**efficacité énergétique**, des niveaux en-dessous des objectifs nationaux ont déjà été atteints en 2015 (4,0 mtoe), sachant que des efforts restent nécessaires pour maintenir ces performances (objectif national: 4,2 mtoe en 2020).

C.3 Croissance inclusive

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- le **taux d'emploi** au Luxembourg se situe sur une tendance croissante (70,9% en 2015 contre 67% en 2000), et au-dessus de la moyenne UE (70,1%).

- 18,5% des personnes au Luxembourg sont exposées au **risque de pauvreté ou d'exclusion sociale** (2015), un taux en hausse depuis le début de la crise mais restant inférieur à la moyenne UE (23,7%).

Structure de la présentation

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

1. Rapport 2017 pour le Luxembourg
2. Les prochaines étapes

Calendrier 2016-2017 (provisoire)

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Semestre « européen et national » 2017	
16 novembre 2016	Publication de l'Examen annuel de la croissance 2017 par la COM
1 février 2017	1ère réunion dialogue social au Luxembourg (sous l'égide du CES)
22 février	Adoption des nouveaux rapports par pays 2017 par la COM
13 mars	2ème réunion dialogue social au Luxembourg (sous l'égide du CES)
25 avril	Déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays par le Premier ministre
28 avril	Adoption du PNR & PSC 2017 au Conseil de gouvernement
mi-mai	Propositions de recommandations spécifiques par pays 2017-2018 par la COM
22 juin	Conseil européen (approbation des recommandations spécifiques par pays)
(Date à définir)	3ème réunion entre le gouvernement et les partenaires sociaux
à.p.d. juillet	Mise en œuvre des recommandations par pays 2017-2018
15 octobre	Communication du Projet de plan budgétaire 2018 du Luxembourg à la COM
Lancement du semestre « européen » 2018	
novembre	Publication de l'Examen annuel de la croissance 2018 par la COM

Annexes – objectifs nationaux Luxembourg 2020

Tableau 1
Objectifs nationaux arrêtés par le Luxembourg (avril 2016)

		Objectif européen 2020	**Objectif luxembourgeois 2020**
Priorité 1 *« croissance intelligente »*	Objectif 1	*« (...) porter à **3 %** du PIB le niveau cumulé des investissements publics et privés »*	2,3-2,6 %
	Objectif 2	*« (...) réduire le taux de décrochage scolaire à **moins de 10 %** »*	durablement en dessous de **10 %**[a]
		*« (...) porter à **40 % au moins** la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent »*	**66 %**[b]
Priorité 2 *« croissance durable »*	Objectif 3	*« (...) **réduire** les émissions de gaz à effet de serre de **20 %** (...) »*	réduction des émissions hors SEQE de **-20 %** par rapport à 2005 (émissions d'environ **8,145 Mt CO_2** en 2020)[c]
		*« (...) faire passer à **20 %** la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie »*	**11 %**[c] (moyenne 2015/2016 5,45 %)
		*« (...) s'acheminer vers une augmentation de **20 %** de notre efficacité énergétique »*	Consommation d'énergie finale de **49 292 GWh**, soit **4 239,2 ktoe**
Priorité 3 *« croissance inclusive »*	Objectif 4	*« (...) porter à **75 %** le taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 20 à 64 ans »*	**73 %** (71,5 % pour 2015)
	Objectif 5	*« (...) **20 millions de personnes** au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion. »*	réduire le nombre de personnes menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale de **6 000 personnes** à l'horizon 2020